



Monsieur Stéphane Le Foll  
Ministère de l'agriculture  
78 rue de Varenne  
75007 Paris

Paris, le 24 avril 2013

Objet : stupéfaction devant la réaction  
du Ministère de l'agriculture à l'action de *Génération futures*

Monsieur le Ministre,

Le ministère de l'agriculture vient d'être mis en cause par l'association Génération Futures sur le « retrait d'AMM ». Nous tenions à vous exprimer notre stupéfaction devant la réaction de votre service de presse. Nous attendons une mise au point forte de votre Ministère pour rétablir un certain nombre de vérités.

- Si les procédures juridiques sur les AMM soulignées par Génération Futures doivent être parfaitement respectées, cette action de l'ONG écologiste ne doit pas faire oublier que le sujet de la protection des cultures en France est parfaitement encadré. **La réglementation sur les phytosanitaires en France est une des plus strictes au monde et s'inscrit dans un marché européen.** Lancer aux médias des messages alarmistes et déconnectés de la réalité du terrain est pour le moins irresponsable.

- **Les consommateurs trouvent aujourd'hui des produits alimentaires en quantité suffisante et en qualité satisfaisante.** Si la France peut s'enorgueillir de sa gastronomie, c'est aussi en raison de l'engagement de ses paysans passionnés par leur métier. Comment peut-on passer sous silence l'ingéniosité et le courage du monde agricole qui met en œuvre des pratiques culturelles exemplaires, sur un terroir exceptionnel ? Les cultures sont protégées en fonction du risque réel des maladies et insectes ravageurs, avec des solutions homologuées tout comme des solutions alternatives complémentaires, que l'on soit en production biologique ou conventionnelle.

- La pression d'une ONG non représentative ne doit pas amener à baisser la garde sur la protection phytosanitaire. Les citoyens-consommateurs sont-ils prêts à payer leurs produits plus chers si les maladies et les insectes impactent plus fortement les cultures et réduisent les rendements ? **Il revient au Ministre de l'agriculture d'en porter la responsabilité auprès du grand public.**

C'est ce langage de responsabilité que nous souhaitons de la part du Ministre de l'agriculture. S'il est bon pour le débat que des ONG soient des interlocuteurs responsables des pouvoirs publics, **il est stupéfiant que Génération Futures puisse imposer son diktat au Ministère de l'agriculture !**



L'agro-écologie que vous prônez ne peut se faire sans les paysans. Ne pas nous défendre et nous laisser le sentiment d'être abandonnés aux manœuvres de Générations Futures, c'est creuser le fossé entre le monde agricole et le grand public. C'est encourager les extrémistes de tous bords que, pour notre part, nous rejetons.

Aussi, nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur les vrais problèmes du terrain :

- Le manque de solutions techniques et de produits efficaces qui entraîne un développement des maladies émergentes.
- La surréglementation environnementale qui renforce la décroissance des filières de fruits et légumes. Dans notre pays, la production de fruits et légumes tout comme le nombre de producteurs ont diminué d'un tiers en moins de 10 ans, entraînant ipso facto la perte de très nombreux emplois.
- Au niveau européen, l'harmonisation réglementaire qui devait avoir lieu n'existe toujours pas dans la réalité. De nombreuses distorsions de concurrence continuent d'exister.

Au nom des producteurs rassemblés dans le collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France, je vous remercie de l'attention que vous portez à notre alerte.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Bernard GERY  
Porte-parole du collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France  
Route de la haie - 44980 Sainte Luce-sur-Loire

Tél. 06 32 54 73 94

*Né en novembre 2007, le Collectif sauve les fruits et légumes de France constitue un mouvement de citoyens. Il vise à sortir les producteurs de l'impasse réglementaire dans laquelle ils se trouvent. Il rassemble des producteurs issus de l'agriculture biologique et raisonnée de la France entière, membres de toutes les filières et de toutes les sections professionnelles qui, confrontés aux mêmes problèmes, ont décidé de réunir leurs efforts pour sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics aux menaces qui pèsent sur la production hexagonale et aux moyens d'y remédier ; il ne se substitue pas plus qu'il ne concurrence l'organisation traditionnelle de la profession ; il n'a pour but que de la compléter avec le souci, partagé par tous, de l'efficacité. Toutes les cultures de fruits et légumes y sont représentées. Il obtient le soutien de scientifiques, de médecins, mais également de chefs cuisiniers, etc. Il est soutenu par des élus (maires, conseillers généraux et régionaux, députés et sénateurs).*